

1,1 milliard pour la Bio : une annonce à la hauteur de l'enjeu

Paris, 05/04/18. L'annonce encore fraîche d'un soutien public de 1,1 milliard d'euros sur 5 ans pour la conversion en agriculture biologique ne peut que satisfaire les producteurs et productrices bio engagés dans le réseau FNAB.

« Il ne reste aujourd'hui que 65 millions d'euros de fonds public, tous financeurs confondus, pour financer la bio jusqu'en 2020, nous ne pouvons donc que nous réjouir de ces annonces que nous appelions de nos vœux depuis maintenant un an et qui sont à la hauteur des enjeux de développement de l'agriculture biologique » estime Stéphanie Pageot, présidente de la FNAB.

Des chiffres à la hauteur des besoins et des ambitions

La FNAB annonçait lors du salon de l'agriculture 2018 un trou de 800 millions d'euros jusqu'en 2020 pour être en cohérence avec l'objectif de 15 % de surfaces agricoles utiles bio d'ici 2022.

Alors que les caisses étaient quasiment vides, il était nécessaire que le gouvernement vienne réabonder les enveloppes. Ce montant permettra donc de terminer correctement la programmation européenne et sécurise la programmation suivante en donnant aux agricultrices et agriculteurs de la visibilité.

Des modalités opérationnelles qui restent encore à éclaircir

Cependant, la FNAB est en droit de s'interroger sur les modalités financières de ce soutien, notamment concernant les 630 millions d'euros annoncés sur le Feader alors qu'il ne reste aujourd'hui que 40 millions d'euros disponibles pour l'AB sur ce budget européen jusqu'en 2020.

« Ce montant de 630 millions d'euros correspond au montant du transfert effectué en juillet dernier entre le pilier 1 et le pilier 2 de la politique agricole commune. Nous voulons donc savoir si c'est bien cet argent qui sera attribué en totalité à la bio ou si l'Etat pense effectuer un second transfert pour financer ce soutien » s'interroge Stéphanie Pageot.

Les paiements pour services environnementaux seraient les grands perdants de ce plan ?

Les annonces du ministère de l'agriculture se concentrent sur le soutien à la conversion alors même que le Président de la République avait mis les paiements pour services environnementaux au centre de ses annonces sur l'agriculture (discours de Rungis du 11/10/17). La suppression de l'aide au maintien annoncée en 2017 reste donc d'actualité. 2,5 milliards d'euros sont encore dépensés chaque année pour soutenir des pratiques agricoles qui font peser sur la collectivité leurs coûts sanitaire, économique et environnemental.

« Nous nous demandons comment le gouvernement pense viabiliser dans ces conditions un changement de modèle agricole. Nous espérons qu'il y répondra à travers son implication dans la redéfinition de la prochaine PAC » déclare Stéphanie Pageot.

Contact presse :

Stéphanie Pageot, présidente de la FNAB – 06 76 41 81 26